DÉCRYPTAGE

Écologie et pouvoir d'agir

ENJEUX SUR

LES COLLECTIONS DU F3E

F3E

“Ceux qui traversent la mer connaissent la terre”

HABIB ALI MOHAMMED MOUSA, SEMBALA SIDIBE,
IDRISS YOUSIF ABDALLA ABAKER, ALITZEL VELASCO BURGUNDER
ASSOCIATION A4 : ASSOCIATION D'ACCUEIL EN AGRICULTURE ET ARTISANAT
FRANCE

03

PAYSANNERIE ET ACCUEIL DIGNE

CONSTRUCTION HORIZONTALE D'UNE DYNAMIQUE D'ACCUEIL PAYSAN POUR LA DIGNITÉ ET CONTRE LE RACISME

L'Association A4

L'Association d'Accueil en Agriculture et Artisanat (A4)[1] est née en France en 2021, et s'est officiellement créée en 2022.

Création

Nous étions quelques ami·e·s en banlieue parisienne, pendant le premier confinement lié au Covid (printemps 2020), à discuter sur le retour à la terre. Nous sommes en Europe après des parcours migratoires, nous avons des galères de papiers, nous travaillons où nous pouvons, en ville, dans des métiers en tension où nous sommes exploité·e·s. Nous sommes considéré·e·s comme une main d'œuvre pas chère, puisque nous ne pouvons prétendre à aucun droit. En effet, nous sommes ici, pas seulement pour nous, mais aussi pour aider nos familles au pays. Nous avons aussi du mal à trouver des hébergements stables. Nous voulons vivre dignement et travailler en étant épanoui·e·s. Certain·e·s de nous aimeraient s'installer et pratiquer le métier que nous pratiquions dans notre pays, à savoir travailler la terre, ou pratiquer l'artisanat (soudure, charpente…). D'autres d'entre nous aimeraient retourner dans leur pays en ayant acquis des compétences ici qui puissent être utiles là-bas pour nourrir nos familles (faire du fromage…). Mais tant que nos droits ne sont pas reconnus, nous ne pouvons prétendre qu'à la précarité et à vivre au jour le jour.

En parallèle, nous étions en contact avec des militant·e·s qui s'intéressent à l'état de l'agriculture paysanne en France. Dans les dix prochaines années, la moitié des agriculteur·ice·s vont partir à la retraite. L'agro-industrie se développe de plus en plus, l'étalement urbain ne s'arrête pas, les paysan·ne·s disparaissent. Certain·e·s d'entre nous ont travaillé dans les grosses exploitations agricoles. Encore une fois, nous étions une main d'œuvre pas chère, nous faisions des tâches répétitives, sans rien apprendre, dans des conditions de vie qui pourraient être qualifiées d'esclavage[2].

C'est alors que nous avons été invité·e·s à la ZAD[3] de Notre-Dame-des-Landes (dans l'Ouest de la France) pour témoigner sur notre expérience de travail dans l'agro-industrie. Cet événement a été l'occasion de rencontrer d'autres personnes

1 Notre site web : http://www.a4asso.org

2 Une enquête qui montre les conditions du travail détaché dans le sud de la France : https://www.blast-info.fr/articles/2023/podcast-travailleurs-detaches-les-dessous-dune-exploitation-o6BNJYpdR2OaFkBVZGFeKA

3 Zone à défendre

qui souhaitaient retourner à la terre et qui avaient aussi des galères de papiers. Le projet de A4 s'est alors lancé.

Objectifs

A4 a pour objectif de mettre en lien les personnes des villes et les personnes des campagnes, les personnes cherchant à travailler avec celles souhaitant accueillir. L'idée est de créer un réseau de lieux accueillants qui proposent des formations, des stages, des échanges, du travail, voire une installation, dans les domaines de l'agriculture ou de l'artisanat[4], pour faciliter la régularisation ou stabiliser la situation de chacun·e.

Ainsi, nous allons à la rencontre de paysan·ne·s et d'artisan·e·s pour co-construire avec elleux ce réseau et permettre un échange de savoirs-faire et de compétences. À la fois pour que nous trouvions des conditions de travail correctes, ou des formations qui nous intéressent ; et à la fois pour comprendre les défis et les enjeux qui se posent aux paysan·ne·s et artisan·e·s aujourd'hui et chercher des solutions communes.

Nous cherchons à être accueilli·e·s dans de bonnes conditions. Pour cela, nous avons créé un protocole d'accueil et mis en place un groupe de travail qui fait le lien entre le lieu accueillant et la personne accueillie. Également, un autre groupe de travail cherche un lieu à acquérir pour avoir nos propres activités et où pouvoir accueillir les personnes le souhaitant. D'autres groupes de travail enquêtent sur les questions juridiques, recherchent des financements possibles, réfléchissent aux façons de prendre soin les un·e·s des autres, ou encore créent un annuaire et une cartographie du réseau pour faciliter les échanges. Nous lançons également un travail d'enquête pour visibiliser l'exploitation dans l'agriculture.

Fonctionnement

Aujourd'hui, nous sommes une quinzaine de personnes à porter le projet. Nous avons tou·te·s été bénévoles dès le départ, et courant 2023 nous commençons à recevoir un soutien financier et nous créons deux équivalents temps plein pour nous permettre de continuer à nous investir pleinement. Il y a ensuite une centaine de bénévoles qui sont investi·e·s, soit dans des groupes de travail spécifiques, soit dans les groupes locaux. En effet, suite aux voyages-enquêtes qui nous permettent de

4 Au sens large (soudure, charpente, cuisine, électricité…).

découvrir différents territoires, des groupes locaux se forment et permettent aux dynamiques locales de s'autonomiser pour continuer le lien avec les paysan·ne·s et artisan·e·s sur place et développer les échanges et le réseau. **Le but premier de A4 est que l'association soit portée par celleux à qui elle s'adresse et non par celleux qui ont plus de facilités en français, ou dans la prise de parole ou de décision.** Nous sommes convaincu·e·s que c'est en étant acteur·ice·s de nos vies que nous pourrons retrouver notre dignité.

Nos principes de fonctionnement sont :

- de nous respecter et nous considérer tou·te·s d'égal·e à égal·e,
- la circulation des informations avec transparence,
- la prise de décisions en collectif et de façon horizontale,
- la prise de décisions par consensus.

Cela peut prendre du temps, d'autant plus que nous ne maîtrisons pas tou·te·s le français parfaitement et que nous n'avons pas les mêmes capacités pour nous exprimer à l'oral ou à l'écrit. Mais nous préférons prendre ce temps. Le temps de traduire, le temps d'expliquer, en veillant à ce que tou·te·s comprennent et s'expriment, en nous accompagnant les un·e·s les autres dans les difficultés que nous pouvons traverser ; et en cherchant l'efficacité dans l'implication active de chacun·e plutôt que dans la rapidité de nos avancées. De même, de nombreux comportements de racisme intégré sont à déconstruire, et nous nous formons pour améliorer ce fonctionnement plus horizontal et respectueux.

Nous faisons des réunions par visioconférence, en présentiel sur plusieurs jours tous les 3-4 mois, et nous fonctionnons par binômes ou trinômes, avec une personne qui maîtrise plus certains aspects d'un projet et l'autre d'autres, en observant et s'inspirant les un·e·s les autres. De cette façon, nous souhaitons que chacun·e puisse monter en compétences, se former et avancer dans ses projets. Que nous nous entraidions, que nous travaillions ensemble, en partageant nos savoirs-faire à chacun·e.

Résultats et défis

En un an d'existence officielle, il y a déjà eu une cinquantaine d'accueils (formation conserverie, stage de cuisine, travail saisonnier, stage de boulangerie, maraîchage,

chantiers…), une quinzaine de mises en relation, 3000 m² de serres en commodat[5] à Lannion (avec des cultures de cacahuètes, piments, ananas…), 5 voyages-enquêtes, 5 groupes locaux à Grenoble, Lannion, St Affrique, en Ile-de-France et en Anjou. Nous avons du mal à nous en rendre compte, et nous nous sentons encore aux débuts de cette aventure. Nous avons beaucoup à apprendre, et les rencontres nous permettent de trouver des solutions aux freins qui peuvent se poser : des groupements d'employeurs pour les paysan·ne·s qui ne peuvent pas dégager un salaire complet seul·e·s, des liens entre paysan·e·s, personnes accueillantes et associations de soutien pour gérer ensemble l'accueil…

D'autre part, nous souhaitons mettre en valeur nos compétences. En effet, même si nous n'avons pas de diplômes reconnus en France, nous maîtrisons des techniques et des savoirs-faire que nous aimerions partager. Notre main d'œuvre est extrêmement nécessaire à la société, nous pouvons trouver du travail facilement dans les grosses exploitations, mais nous ne voulons pas continuer à travailler dans des conditions de vie déplorables où notre force de travail bénéficie à l'économie du pays sans rien nous apporter en retour. Parfois, il nous est aussi arrivé de travailler pour des paysan·ne·s, qui, par peur du regard des voisin·e·s, nous gardaient caché·e·s chez elleux lorsqu'il y avait le marché à la ferme. Ce sont des conditions dignes que nous cherchons, puisque du côté du travail en tant que tel nous sommes parfois déjà des expert·e·s. Et pour celleux qui ont envie de découvrir ces métiers, alors nous cherchons des formations accessibles et qui puissent déboucher sur du travail ou sur une amélioration de notre situation administrative.

Moi, Habib

Moi, Habib, depuis que je suis parti de chez moi jusqu'à mon arrivée ici, mon trajet de vie m'a permis d'avoir une bonne expérience, aussi bien politiquement que socialement. J'ai traversé plusieurs pays, j'ai vécu dans plusieurs cultures différentes. Ça m'a ouvert les yeux.

La première chose que j'ai apprise, ça a été de respecter la culture des autres. Et j'ai ouvert les yeux sur ma propre culture. Je ne le voyais pas quand j'étais chez moi car je ne connaissais qu'une seule façon de voir les choses. Mon trajet m'a permis de voir comment le monde fonctionne. Voir le monde occidental, comment

5 Le commodat est un « prêt à usage », généralement gratuit, défini par contrat.

il s'organise, m'a apporté de l'expérience. Et, même, j'ai appris à critiquer certaines choses, certaines façons de vivre, qui existent dans le monde.

Avant que je sorte de mon pays, la question de l'écologie ne se posait même pas. On ne se prend pas la tête sur ça. De toute façon, on cultive bio. Il y a aussi de l'agro-industrie et des personnes qui utilisent des pesticides, mais la question ne se pose pas. Chacun fait ce qu'il veut. On n'a pas de temps pour cette question parce qu'on a d'autres urgences à gérer d'abord. En arrivant ici et en entendant parler d'écologie, ça m'a fait réfléchir pour comprendre ce que ça veut dire. Ici, surtout dans les milieux du militantisme, tu croises souvent ce mot. Mais jusqu'à aujourd'hui je ne sais pas trop ce qu'il y a derrière. C'est un concept très large, derrière lequel on peut mettre beaucoup de choses. Comme le concept de liberté. On dit que la liberté d'une personne s'arrête là où commence celle de l'autre, mais dans les faits ce n'est pas vrai. C'est un concept qu'on utilise pourtant sans arrêt. C'est pareil pour l'écologie. Chacun respecte à sa façon. Pour toi c'est un respect, pour l'autre non. Tous les mots ouverts et vastes sont très compliqués à traiter.

Pour moi, l'écologie c'est la norme, la normalité : l'environnement existe depuis des milliers d'années, s'autonomise. Chaque individu joue son rôle dans la vie, et ça tourne. Et donc même les relations entre les humains, c'est une forme d'écologie aussi. **On fait partie du monde, on fait partie de la nature, donc l'écologie s'applique aussi à nous. Il s'agit de respecter la nature, et donc aussi chaque personne, sa langue, sa culture, sa personnalité.** La reconnaître, la prendre en compte. Reconnaître l'autre en tant qu'autre, dans sa totalité, même s'il est différent de moi.

Par exemple, on va dire que l'écologie, c'est acheter bio et local. Mais il y a des gens qui ne peuvent pas manger bio parce qu'ils n'ont pas les moyens. On ne va pas obliger quelqu'un à manger bio, sinon il ne pourra rien manger. Certes, il y a des pays où il y a tout donc tout le monde peut bien manger. Mais des gens crèvent de faim dans certains pays. S'il y a un système alimentaire qui consiste en une grande chaîne de magasins et qui nourrit plein de gens, c'est mieux que rien. Rejeter ça tout de suite c'est ne pas se rendre compte que des personnes en ont besoin. Les personnes les plus pauvres, qui sont dans la galère, ne savent pas ce qu'est l'écologie et pourtant elles n'ont pas de voiture et ne mangent pas de viande. Ce sont elles les personnes les plus écologiques. **Quand tu as une famille entière à nourrir, tu ne peux pas t'investir bénévolement dans des luttes globales.** Il faut réfléchir ensemble, s'intéresser à l'autre, réfléchir à comment inclure ces personnes dans nos luttes et dans nos activités. Il faut être dans un certain mode de vie, avec du temps libre, pour pouvoir réfléchir. Sinon ce n'est pas la priorité.

PAYSANNERIE ET ACCUEIL DIGNE

Si demain j'ai des responsabilités importantes, j'aurais d'autres priorités avant la réflexion sur l'écologie. Quand on est en mode survie, ce n'est pas à l'écologie qu'on va s'intéresser en premier.

Bien sûr, si manger bio et local était accessible à tout le monde, ce serait encore mieux. Mais on n'est pas égaux, l'état actuel des choses fait qu'il y a des personnes qui peuvent plus se le permettre que d'autres. Et, pour moi, l'écologie doit aussi prendre en compte le fait de respecter les choix de chacun·e. Il y a des supermarchés et il y a des magasins bio. On fait avec, chacun·e fait sa vie, et on se respecte les uns les autres.

Moi, je défends un autre être humain, peu importe sa couleur de peau, sa culture, sa nationalité. Tout être humain a le droit d'exister et de vivre avec les autres. Ici, j'ai l'impression que certaines personnes parlent du « patriotisme ». Pour moi, c'est matériel. Le plus important c'est l'être humain : qu'il soit respecté dans son propre pays où il est. Sinon, on donne les valeurs aux choses matérielles : ton pays, mon pays, etc. À quoi ça sert d'être fier de son pays si on ne respecte pas les êtres humains ? La première chose qui compte c'est de considérer l'autre comme un autre être humain. Vivre dignement, avoir ses droits comme tout être humain. À partir de là, la personne va respecter le pays et tout le reste.

J'ai quitté mon pays parce que je n'étais pas respecté. Maintenant, ici, en France, il se passe quoi ? Si j'avais été respecté dans mon pays, si j'avais eu mes droits comme tout être humain : faire des études, me soigner, être respecté en tant que citoyen, etc., alors je n'aurais pas eu besoin de partir. Je ne serais pas venu. C'est important de le prendre en compte et faire avancer les choses dans la société où tu es. Faire en sorte que chacun·e soit respecté·e, le partager avec les gens et avancer avec eux. C'est ça qui fait la vie.

Si je suis en Europe et que je m'en fous des autres pays, ça n'a pas de sens. Nous sommes tous concernés par le respect du climat et de l'écologie. Sinon, des pays polluent, à l'échelle internationale. Il faut prendre ses responsabilités au niveau national. On doit prendre en compte les pays moins développés, travailler ensemble, avoir une vue en commun. C'est une expérience que j'ai apprise et je réfléchis à travers les lieux ou les endroits politiques par lesquels je suis passé (ZAD, Calais, avec les militant·e·s…). Tout ce que j'ai appris, même avec A4 aujourd'hui, c'est comment on peut être ensemble malgré nos différences. Même dans les idées, les missions, on n'a pas la même idée. Chacun a ses idées, comment on peut travailler ensemble, ce n'est pas facile mais on essaye de faire ça, dans A4, et ça marche

très bien, on se respecte. Toutes les réunions, les discussions, me nourrissent, me poussent à réfléchir. Avec le temps, je peux avoir un regard que je n'avais pas avant.

Moi, Sembala

Au village déjà, je discutais avec des amis, je voyais des choses qui se passaient et je ne comprenais rien. Un jour, sans réfléchir, je ne savais pas ce que je foutais là. Regardant autour de moi, ça m'a dégoûté. Je suis parti direct sans donner de nouvelles. Je me suis barré. La seule chose qui était dans ma tête c'était de partir en Europe. Pendant la route, j'ai traversé beaucoup de difficultés et de problématiques. Tous les pays sont différents, on ne donne plus de valeur à l'humanité. Le plus important aux yeux des êtres humains aujourd'hui c'est l'argent… Il y a des pays qui nous traitent comme si on n'était personne. Excluants. Quand j'étais dans mon pays, j'avais déjà vécu tout ça.

J'ai pensé à rentrer mais je voulais en savoir plus, ça m'a poussé à continuer jusqu'à là où je suis aujourd'hui. Motivé à aller de l'avant, à continuer d'apprendre, à trouver des solutions. Dans ce monde, j'ai rencontré beaucoup de gens avec les mêmes difficultés que moi. J'ai réfléchi à comment je peux trouver des solutions aussi pour ces gens qui ont envie d'aider, de créer un collectif pour vivre ensemble, faire des choses ensemble, que chacun·e puisse faire ce qu'iel veut où qu'iel soit. En arrivant en France, je réfléchissais. Je remercie cette rencontre avec A4 : ça m'a aidé à réaliser certains de mes rêves, de mes objectifs, pour que je puisse y croire encore plus. Essayer de discuter, des gens qui ont les mêmes envies que moi, beaucoup d'expérience dans ce domaine, créer un réseau entre nous et discuter, chercher des solutions, pour aider chacun·e et vivre dignement. En arrivant à A4, au début je ne comprenais pas grand-chose. Je suis quelqu'un de parfois très patient, donc j'avais la patience de regarder, écouter, observer. J'ai compris des enjeux qui se déroulent et donc pourquoi pas me lancer dedans et en savoir plus.

Cette curiosité m'a permis de comprendre les peurs que j'avais sur moi, m'a permis de trouver des solutions. Il faut avancer et ne pas rester coincé dans mon coin sans rien faire, alors que je peux faire quelque chose pour avancer de mon côté et créer quelque chose avec les gens autour. Être et vivre ensemble, faire avancer les choses ensemble pour que ça aille mieux. Déjà, quand on arrive en France, la seule chose qu'on cherche, c'est les papiers. Il faut qu'on laisse tout pour ça. Ça prend toute notre énergie, nos pensées, nos envies… Et ça n'avance pas. Moi je pensais que je perdais du temps, mais pourquoi ne pas essayer de trouver un travail pour

me former, ou quelqu'un qui puisse me former quelques jours et avancer ? C'est un avantage. Une fois que tu es formé, les papiers arrivent. Personne n'arrive avec des papiers, ça nous rend la vie difficile. En attendant les papiers, je ne sais pas quand, je fais des formations, je cherche du travail. C'est pour ça que je suis venu à A4. **Avec les voyages-enquêtes, j'ai pu rencontrer des paysans, des paysannes, des artisans, des artisanes, des assos et collectifs, des villages qui vivent différemment, qui fonctionnent pour faire avancer les choses.** Chacun·e à sa manière.

On a créé cette asso et c'est super, avec des gens qui ont les mêmes envies que toi, qui ont essayé des choses et ça a fonctionné, et quand ils voient ce qu'on fait, ils disent « Wow, on aimerait faire pareil, c'est super ! ». Ça donne tellement de joie. « Bravo ! » Envie de continuer, espoir, envie de reproduire chez moi ce que j'ai appris ici. Envie d'aider d'autres gens qui n'arrivent pas à y croire. Chaque personne qui entend, tellement de gens qui veulent nous rejoindre. Tellement de choses qui ont avancé, ça donne tellement de joie et envie de participer et apprendre de nouvelles choses depuis des années, comment est le pays où tu vis, comment ça fonctionne, comment y vivre avec ou sans le papier qu'il faut. Tant que je vis en France, comment je peux trouver une solution pour vivre ma vie ? Et pour qu'on puisse créer un lien entre nous, un réseau, et faire des choses comme il faut et respecter les envies de chacun·e. Le respect est le truc de base. Sans respect, je ne vois pas l'intérêt de faire quoi que ce soit. S'il manque du respect, il manque tout. Tu peux prendre tous mes papiers, mais laisse-moi ma dignité, le respect sur moi-même, et je peux récupérer tout ce que j'ai perdu.

Nous, Aline, Alitzel et Idriss

Que tous les êtres humains aient les mêmes droits et soient considérés et traités de la même façon nous semble une évidence. Un monde sans discriminations, en prenant en compte qui est chacun·e et en faisant en sorte de bien vivre ensemble… Mais il se trouve que cette base n'est pas réelle, et que nous devons lutter pour que les droits fondamentaux de chacun·e soient respectés. Il en est de même pour la façon dont nous vivons. **Pourquoi, face au changement climatique et à la nécessité de protéger la planète, les inégalités ne font que s'accroître et l'individualisme prime ?**

Nous nous sommes toujours dit qu'il fallait rencontrer les autres, réfléchir ensemble sur les questions qui nous touchent, comme la question des migrations. Nous avons toujours été sensibles aux souffrances des gens, des personnes en situation de précarité. Peut-être parce que nous avons vécu des situations particulières et similaires.

Nous voulons nous investir et trouver un moyen pour résoudre ces problèmes, les problèmes de la vie, des violences dans le monde, qui sont faites contre les êtres humains et contre toute la nature. Nous voudrions trouver un moyen d'apporter un plus, des solutions, réfléchir sur comment aider les autres. C'est pourquoi nous sommes dans A4. Nous avons eu la chance de pouvoir discuter avec des personnes motivées comme nous, qui défendent ces mêmes causes et cherchent à résoudre ces problèmes. Nous nous sommes donc retrouvé·e·s pour élaborer, construire ce projet pour améliorer un peu l'avenir ou la vie de personnes en difficulté. Nous voulons que tout le monde soit égal et agisse selon ses responsabilités, qu'aucun·e ne se sente supérieur·e à d'autres.

Avec A4, nous avons de l'espoir, de l'enthousiasme et nous sommes ensemble. L'objectif n'est pas de nous protéger nous-mêmes et de trouver un boulot dans l'agro-industrie et voilà. Non. L'idée c'est que chacun·e puisse travailler dans des conditions dignes. Que chacun·e puisse vivre où iel se sent bien, en faisant les activités qu'iel aime. Nous ne sommes que trop au courant des dérives du travail détaché ou des conditions de travail dans l'agriculture en Espagne, ou dans le Sud de la France, par exemple. Nous nous opposons et nous cherchons des alternatives à mourir déshydraté·e·s, à vivre dans des taudis, à être payé·e·s moins que le salaire minimum pour un travail des plus épuisants.

Et aussi, nous voulons développer l'agriculture paysanne. De plus en plus de paysan·ne·s se voient contraint·e·s de vendre leurs terres à des grandes entreprises qui vont dégrader les sols avec des monocultures, et utiliser des engins agricoles à la fois polluants et nécessitant des technologies de plus en plus pointues. Ne va-t-on pas ainsi dans le sens contraire à celui qu'on souhaite pour la planète et pour les générations futures ?

Il y a des personnes souhaitant travailler, et qui sont contraintes d'accepter des contrats ingrats, injustes, dénigrants. Il y a des personnes qui veulent que leurs terres permettent à la population de s'alimenter correctement, localement, en protégeant les espèces vivant autour, en respectant le sol, en respectant les travauilleureuses. **Nous souhaitons que ces deux mondes se rencontrent et travaillent ensemble vers des solutions communes.** Nous construisons le chemin ensemble, et chacun·e peut porter sa parole, son point de vue, sa contribution au projet. Sans hiérarchie, sans « faire pour l'autre ». Ensemble, égaux·égales, respecté·e·s, dignes.

ENRICHISSEMENTS

Respect de l'humain, respect de la nature, par Guillaume, du GRET

« LA NATURE S'AUTONOMISE »

Quand on parle d'écologie et pouvoir d'agir, souvent, on pense en premier lieu, qu'il faut « protéger la nature ». On peut ajouter un critère environnemental à ses processus, financer sa conservation, essayer de la gérer durablement…

Pourtant, comme l'écrit Habib, la nature s'autonomise depuis la nuit des temps. Elle se protège elle-même, de façon « naturelle ». C'est l'humain qui a dérégulé de nombreux processus écologiques (cycle du carbone, cycle de l'eau, déforestation…). C'est donc l'humain le bourreau et non le sauveur. L'écologie demande de l'humilité. Nous avons une dette climatique, écologique, colossale, vis-à-vis des générations futures mais avant tout vis-à-vis de la planète.

S'engager dans une transition écologique demande donc de prendre le temps de questionner notre rapport à la nature. À l'heure de la sixième extinction massive de la biodiversité, je me pose la question : la nature n'a-t-elle pas, elle aussi, perdu ses papiers ? Est-elle, elle aussi, en attente d'une reconnaissance de droit, de respect, pleine et entière ? Le parallèle a sans doute ses limites car la souffrance humaine s'exprime différemment de la souffrance de la nature, mais je vois là, à titre personnel, une lutte similaire face à des rapports de domination multiples mais communs : l'argent, le néo-colonialisme, le patriarcat… Cela va dans le sens du témoignage d'Aline, Alitzel et Idriss qui propose l'agriculture paysanne comme réponse à la crise écologique et aux rapports de domination sociaux de l'agro-business.

« LE RESPECT, C'EST LA BASE »

Comment repenser nos rapports avec la nature ? Certains pays ont reconnu que la nature avait des droits, comme l'Équateur. Mais est-ce suffisant ? Bruno Latour a également mené des expérimentations avec le Parlement de Loire où, autour de la table, il y avait différents usagers, différentes usagères et une « personnification » de la nature : une personne jouait le rôle de l'eau, des espèces animales… pour établir une relation « diplomatique ». Les droits de la **Nature** était donc représentés, défendus mais dans la limite de la compréhension que l'humain peut avoir de la

nature et de ses processus d'autonomisation… Cela peut donc aussi induire des compromis que la nature n'aurait peut-être pas acceptés… Recourir à d'autres formes de représentations, plus divines – je pense notamment aux danses de Mami Wata au Bénin – éviteraient peut-être de tels compromis en changeant les rapports de force…

« Sans différences, sans hiérarchies, sans "faire pour l'autre". Ensemble, égaux·égales, respecté·e·s, dignes. »

Quand j'ai lu pour la première fois le sujet « écologie et pouvoir d'agir » proposé par le F3E, j'ai tout de suite pensé au pouvoir d'agir en faveur de la nature. Je n'ai pas pensé au pouvoir d'agir de la nature. Après la lecture de ces témoignages, chemine en moi l'idée de « nos » pouvoirs d'agir. Et les 4 mots de la fin du texte d'A4 s'inscrivent en moi comme un idéal pour nos relations humain·e·s-nature…

L'horizontalité dans les ONG, conversation avec Zoé du GRET

ZOÉ

La question du pouvoir d'agir est centrale dans le texte d'Aline, Idriss, Habib, Sembala et Alitzel. L'angle sous lequel elle est abordée, à savoir A4 comme « une association portée par celles et ceux à qui elle s'adresse », « sans faire pour l'autre » a nourri mes réflexions, même si à une échelle différente, quant au secteur des ONG d'aide au développement et de solidarité internationale.

Au sujet de l'écologie, il y a l'idée que nous sommes tous et toutes concerné·e·s par ces questions, et qu'à l'échelle nationale il y a des responsabilités à prendre, tout en prenant en compte les pays moins développés. Les pays du Nord ont en effet une responsabilité historique dans la crise écologique, liée à des modèles de développement insoutenables. Ayant fait acte de ce constat, certaines ONG françaises de solidarité internationale se sont lancées dans une dynamique qui vise à réduire les impacts environnementaux liés à leurs interventions pour ne pas tomber dans le paradoxe suivant : vouloir soutenir/accompagner des populations vulnérables tout en contribuant à accélérer le changement climatique, dont les impacts touchent en premier lieu les populations vulnérables (tous pays confondus). Cela pose la question de la façon dont on peut aller vers une vision partagée de ces enjeux et travailler ensemble dans ce contexte.

PAYSANNERIE ET ACCUEIL DIGNE

A4

Dans A4, nous arrivons très bien à nous respecter les un·e·s les autres. Si quelqu'un·e a une idée, iel l'aborde et nous en discutons. Toutes les décisions que nous avons prises, toujours de façon horizontale, ont marché. Parfois, il y a des sujets sur lesquels nous sentons que ça peut créer des tensions, mais nous prenons plus de temps et nous nous améliorons petit à petit. Toutes les personnes dans A4 font attention à ne pas prendre le pouvoir, et c'est grâce à cette attention de chacun·e que ça peut fonctionner.

Nous observons cependant que, de la part des personnes concernées, issues de pays colonisés, nous reproduisons les mêmes schémas des colonisateurs. Souvent, la parole d'une personne blanche va être mieux considérée, plus écoutée, que si c'est une personne noire qui partage la même idée. Parce que nous avons appris que les blanc·he·s savent tout, que les noir·e·s sont inférieur·e·s, que ce que les premier·ère·s disent a plus de valeur. La problématique de l'homme blanc dominant existe dans les pays colonisés, et nous continuons de croire que l'autre sait tout, qu'il est meilleur, supérieur à soi. Comment pouvons-nous changer cette façon de penser, si ancrée en chacun·e de nous ?

Il faut beaucoup d'outils pour surmonter ces difficultés : pour ouvrir l'esprit et nous décoloniser. Pour mettre au clair que notre parole aussi doit être respectée, pour redonner de la valeur à chacun·e, montrer que tout le monde a sa place dans ces domaines. Que nous nous respections et que nous travaillions ensemble. Pour que les gens prennent confiance en eux-mêmes, c'est un travail de terrain et donc ça passe par l'écoute, par des formations, des ateliers, par le fait de côtoyer des gens qui ont envie de changer ça, comme dans A4. En le rendant visible, en en parlant, par les personnes qui l'ont déjà compris.

En ce qui concerne le fonctionnement des organisations non gouvernementales (ONG) de solidarité internationale, de développement, de coopération, qui ont une tradition de venir en aide aux autres plutôt que de fonctionner en horizontalité, nous nous questionnons sur l'efficacité des actions entreprises. En effet, il y a des exemples d'ONG, avec des personnes salariées, qui vont envoyer de la nourriture parfois périmée à des personnes qui n'ont pas à manger, alors que ce serait plus efficace de mettre en place des conditions qui permettent d'apprendre aux gens à cultiver la terre, de faire en sorte qu'elles puissent se nourrir localement et par leurs propres moyens. Ou encore d'ONG qui vont envoyer des médicaments et du

personnel soignant pour traiter les maladies des personnes à qui elles viennent en aide, plutôt que de (re)donner les moyens aux personnes de se soigner elles-mêmes…

Ça pose la question de l'autonomie de chaque communauté, de chaque territoire. Permettre à chaque peuple de disposer de lui-même, qu'il y ait un système alimentaire qui permette que chacun·e mange à sa faim. Il y a des ONG qui ont de l'argent et en même temps des personnes qui meurent de faim : comment est-ce possible ? Il faut que les gens aient à manger pour qu'ils puissent réfléchir et s'investir dans des projets, plutôt que de passer leur temps à chercher de l'argent pour nourrir toute leur famille.

ZOÉ

Dans le secteur, j'ai l'impression que les choses évoluent, en témoignent les projets qui visent à faire des « jeunesses » des actrices du changement par exemple. Toutefois, nous avons hérité d'un paradigme de l'aide *pour* et non de l'aide *par* et la structure internationale de ce secteur est organisée de telle façon que les projets de solidarité internationale sont encore bien souvent pilotés par des ONG occidentales qui ont les moyens d'accès aux financements et les capacités de répondre aux exigences des bailleurs.

Je trouve que la mise en œuvre de l'horizontalité dans les décisions et la manière de travailler, ainsi que l'idée de partir des expériences et problèmes vécus, est un enseignement fort vers lequel nous devrions davantage tendre dans le secteur, afin de ne pas reproduire certaines erreurs du passé et d'aller vers des solutions qui ne sont pas porteuses d'une vision unique du monde ou d'une façon spécifique d'aborder le problème. Dans les projets de solidarité internationale, on parle aujourd'hui de co-construction avec les parties prenantes, de réciprocité, de partenariats avec les OSC locales, etc.

Votre témoignage est inspirant tant il met en avant les savoirs et expériences vécues de toutes et tous en partage et il ressort l'idée que cela peut prendre du temps : le temps de la traduction, de la patience, de l'écoute et de l'observation. Ce temps-là est pourtant essentiel pour travailler ensemble, se comprendre et construire des solutions nouvelles. C'est aussi un enseignement à valoriser puisque le temps est bénéfique pour faire les choses bien et se questionner : pourtant, nous manquons souvent de temps dans le travail pour la mise en œuvre de projets de solidarité internationale en cherchant à atteindre les résultats fixés dans des délais qui ne prennent pas en compte les temporalités du terrain.

Ce document est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution – Pas d'Utilisation Commerciale – Pas de Modification 4.0 International.

Vous êtes libres de reproduire, distribuer et communiquer ce document au public. Néanmoins, vous devez respecter les conditions suivantes : vous devez citer le nom de l'auteur original de la manière indiquée par l'auteur ou autrice de l'œuvre ou le titulaire des droits qui vous confère cette autorisation (mais pas d'une manière qui suggérerait qu'ils ou elles vous soutiennent ou approuvent votre utilisation de l'œuvre) ; vous n'avez pas le droit d'utiliser ce document à des fins commerciales ; vous n'avez pas le droit de modifier, de transformer ou d'adapter ce document. Le texte intégral du contrat est disponible à l'adresse suivante :
http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/

REMERCIEMENTS

COORDINATION DE L'OUVRAGE
Isabelle Moreau, Armelle Barré – F3E
Avec l'appui d'Elise Idir, Santiaga Hidalgo Sanchez et Vanessa Gautier

ACCOMPAGNEMENT À LA COORDINATION
Vladimir Ugarte – Empodera Consultores

ILLUSTRATIONS
Fatma Laadhari

GRAPHISME
Nicolas Folliot

ISBN
978-2-491388-07-2
Dépôt légal : avril 2024

RÉDACTION DES ARTICLES
Idriss Yousif Abdalla Abaker
Blanca Bayas
Zoé Bouahom
Elena Brito Herrera
Diego Escobar Diaz
Sergi Escribano
Georgine Kengne Djeutane
Ratna Mathur
Habib Ali Mohammed Mousa
Guillaume Quelin
Manuela Royo Letelier
Jiji Sebastian
Naseem Shaikh
Sembala Sidibe
Alitzel Velasco Burgunder

TRADUCTIONS ET INTERPRÉTARIAT
Sabrina Asis
Anne-Marie Cervera
Caroline Fraisse
Marion Guérin
Sarah Mackley
Corinne Taylor

Cette publication bénéficie d'un soutien de l'Agence Française de Développement.
Les idées et les opinions qui y sont présentées n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement le point de vue de l'Agence Française de Développement.

AVEC LE SOUTIEN DE

Comment et pourquoi lier écologie et pouvoir d'agir quand on évoque les enjeux de solidarités en général et les enjeux de solidarité internationale en particulier ?

Écologie et pouvoir d'agir a pour objectif de défricher la thématique pour le réseau du F3E.

En donnant la parole à des contributrices et contributeurs issu·e·s de 6 pays différents, le F3E a cherché à montrer une diversité d'approches, qui ont un comme point commun l'articulation entre enjeux écologiques et justice sociale.

Pendant presqu'un an, les autrices et auteurs des 9 articles réunis dans l'ouvrage ont échangé leurs points de vue avant de se lancer dans l'écriture. Le produit de ces échanges se trouve entre vos mains : des commentaires enrichissant les articles ont été préservés pour montrer les articulations entre les différentes positions.

En guise de conclusion, l'ouvrage propose des recommandations élaborées par les participantes et participants à une journée dédiée à la présentation de ces articles fin 2023, qui ont été enrichies du regard des contributrices et des contributeurs.

Que vous soyez impliqué·e dans une organisation de la société civile, dans une collectivité territoriale, que vous travailliez en France ou à l'international, cet ouvrage est fait pour vous !

17, rue de Châteaudun
75009 Paris, France
T : 33 (0) 1 44 83 03 55
M : f3e@f3e.asso.fr
f3e.asso.fr

AVEC LE SOUTIEN DE